

# Le recouvrement au MAROC

## Le recouvrement au Maroc

- Le DSO moyen au Maroc reste élevé et le comportement de paiement des entreprises domestiques se dégrade avec des paiements qui ont lieu entre 90 et 120 jours en moyenne
- Le système judiciaire est un système à plusieurs niveaux qui reste sous influence et est critiqué pour son manque d'organisation, d'efficacité et de transparence. Par conséquent, intenter une action en justice serait déraisonnable dans la plupart des cas, alors que les jugements d'exécution seraient difficiles. Dans tous les cas, confier aux spécialistes de la collecte ayant une bonne connaissance du marché local reste l'approche la plus judicieuse.
- Diverses procédures d'insolvabilité sont disponibles au Maroc, mais celles-ci restent complexes, lentes et généralement inefficaces lorsqu'il s'agit de recouvrer la dette

## Difficulté de recouvrement



## Difficulté liée aux:

Notable      Sévère  
→

Paielements



Procédures judiciaires



Procédures d'insolvabilité



**EULER HERMES**  
Our knowledge serving your success

# Contenu

- Informations générales..... 3
  - Disponibilité de l'information financière ..... 3
  - Principales structures d'entreprise ..... 3
  - Environnement réglementaire..... 3
  
- Se faire payer ..... 4
  - Days Sales Outstanding (DSO)..... 4
  - Intérêts de retard ..... 4
  - Coût du recouvrement ..... 4
  - Protection de la propriété ..... 4
  - Paielements ..... 4
  
- Recouvrement des impayés..... 5
  - Phase à l'amiable ..... 5
  - Action judiciaire..... 5
  - Alternatives à l'action en justice ..... 6
  
- Traitement des débiteurs insolvable..... 7
  - Procédure d'insolvabilité ..... 7



## Informations générales

### Disponibilité de l'information financière

En principe, les sociétés implantées dans le pays ont l'obligation de soumettre des états financiers aux autorités fiscales et deviennent publiquement disponibles auprès de l'Office marocain de la propriété intellectuelle et commerciale (OMPIC) environ 10 mois après la date de clôture comptable. Les sociétés cotées ou les sociétés impliquées dans des offres publiques doivent également publier leurs états financiers tous les six mois, ainsi que les rapports des auditeurs. Sinon, un contact direct avec les entreprises peut également aider à obtenir des données. En pratique, cependant, il reste difficile d'obtenir des informations sur les entreprises nationales au Maroc car les informations financières ne sont pas systématiquement communiquées et un nombre significatif d'entreprises tendent à minimiser leurs revenus et bénéfices réels en transmettant des états financiers sous-évalués.

En outre, l'obligation d'avoir des comptes certifiés au Maroc ne s'applique qu'aux sociétés à responsabilité limitée et aux sociétés à responsabilité limitée déclarant 4,5 millions d'euros ou plus de revenus, ce qui reste marginal par rapport au nombre total d'entreprises au Maroc. Par conséquent, il est peu probable que l'information financière reflète les opérations réelles d'une entreprise.

Euler Hermes attribue à chaque entreprise une note reflétant sa solvabilité et la manière dont elle conduit ses activités. Les grades représentent un élément essentiel des connaissances et des analyses d'Euler Hermes et aident les clients à identifier et à éviter les risques. Les données sont surveillées en permanence pour offrir l'information la plus à jour possible pour appuyer les décisions de gestion.

### Principales structures d'entreprise

La responsabilité pour les dettes d'entreprise est déterminée par des structures juridiques, qui peuvent être décrites comme suit:

- L'entreprise individuelle est disponible pour les petites entreprises gérées par un individu et pour lesquelles aucune structure commerciale n'est nécessaire.

Dans ce cas, le propriétaire est tenu responsable de toutes les dettes d'entreprise. Deux personnes ou plus peuvent également décider de partager la propriété et les responsabilités à travers des partenariats, auquel cas les partenaires peuvent être conjointement et individuellement responsables des actions des autres partenaires. La Société en commandite simple peut également offrir une responsabilité limitée aux associés.

- La Société à Responsabilité Limitée (SARL) représente la grande majorité des entreprises au Maroc car elles requièrent un capital minimum (900 euros) alors que la responsabilité des partenaires est limitée à leur contribution. Les sociétés anonymes (Société Anonyme, SA) sont plutôt utilisées pour des structures plus importantes et disposées à diviser leur capital (au moins 27 000 EUR, soit 270 000 EUR lors de la mise en place des Offres Publiques Initiales) en actions négociables. Dans ces entités, la responsabilité des actionnaires est limitée à la valeur de leurs actions.

- Les sociétés étrangères peuvent également s'installer au Maroc par l'intermédiaire de succursales qui n'offrent aucune limite de responsabilité à la société mère étrangère. Les coentreprises prendraient la forme d'un contrat rédigé à cette fin et ne peuvent entreprendre aucune action juridiquement contraignante car elles n'ont pas de statut légal



**Days Sales Outstanding (DSO):** Payments in Morocco tend to take place within 90 to 120 days on average.



### Environnement réglementaire

Le cadre légal du Maroc est basé sur le droit français ainsi que sur les principes et traditions islamiques. Le pouvoir judiciaire, tel que modifié récemment, est composé de tribunaux de proximité (justice de proximité) chargés de régler les différends entre individus, les tribunaux de première instance toutes les affaires civiles, les tribunaux de commerce s'occupant de différends commerciaux, les cours d'appel en matière civile et administrative et la cour de cassation.

En pratique, ce système à plusieurs niveaux reste toutefois influencé par le pouvoir exécutif et il est critiqué pour son manque d'organisation, d'efficacité et de transparence.

## Se faire payer

### Days Sales Outstanding (DSO)

Malgré la loi n ° 32-10 de 2011 visant à limiter les délais de paiement à 60 jours, les paiements au Maroc ont généralement lieu entre 90 et 120 jours en moyenne. Le comportement de paiement des entreprises domestiques est globalement en dégradation du fait du contexte financier mondial, mais les débiteurs du secteur public sont d'autant plus préoccupants qu'ils tendent à payer leurs dettes dans l'année.

### Intérêts de retard

Conformément à la loi n ° 32-10, les intérêts sont dus sans qu'aucune notification ne soit requise, le jour suivant la date d'échéance mentionnée sur la facture. En l'absence de taux d'intérêt spécifique prévu par les parties, l'indemnisation est calculée sur la base du taux de référence de Bank Al Maghrib (actuellement 3%) majoré d'au moins 7 points de pourcentage. En pratique, toutefois, les tribunaux ont tendance à appliquer l'ancien taux d'intérêt de 6%.

Il convient d'ajouter qu'une action en justice visant à obtenir le paiement obligatoire des intérêts doit être engagée dans l'année qui suit la date d'échéance (article 78.3 de la loi n ° 32-10).

### Coût du recouvrement

Les frais de recouvrement ne sont généralement pas facturés au débiteur.

### Protection de la propriété

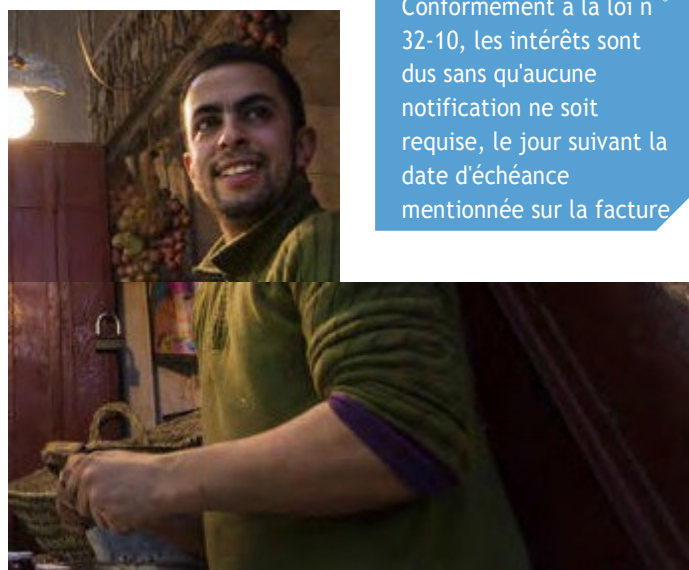
Les accords de réserve de propriété contractuelle (RoT) visant à préserver la propriété du créancier sur les marchandises jusqu'à ce que la facture correspondante ait été payée en totalité sont reconnus au Maroc et donnent donc aux créanciers le droit de faire restituer les marchandises pendant la procédure d'insolvabilité. En outre, des dispositions relatives au droit d'auteur peuvent également être déclenchées au cours de la phase d'action pré judiciaire (règlement à l'amiable) ou au cours de la phase d'action en justice (procédure en restitution).

### Paiements

Les méthodes de paiement les plus courantes sont les suivantes:

Les virements bancaires sont parmi les moyens de paiement les plus populaires pour les transactions internationales car ils sont rapides, sécurisés et soutenus par un réseau bancaire de plus en plus développé au niveau international et national. Pour les transactions à l'exportation, les transferts sont généralement garantis par une police d'assurance-crédit à l'exportation, qui permet de minimiser le risque d'insolvabilité soudaine ou inattendue de la clientèle. Le réseau mondial de bureaux à risques d'Euler Hermes surveille le bien-être financier des clients et leur accorde une limite de crédit spécifique à laquelle les clients peuvent négocier et réclamer en cas de problème. Alternativement, les lettres de garantie (une banque garantit la qualité de crédit et les capacités de remboursement du débiteur) sont souvent utilisées pour les transactions d'exportation parce qu'elles constituent des garanties fiables pouvant être déclenchées comme un «paiement de dernier recours» si le client ne remplit pas un engagement contractuel. En outre, des lettres de crédit documentaires irrévocables et confirmées (un débiteur garantit qu'une certaine somme d'argent est mise à la disposition d'un bénéficiaire par l'intermédiaire d'une banque lorsque certaines conditions expressément convenues par les parties ont été respectées) sont de plus en plus utilisées.

Les garanties bancaires sont disponibles à un coût raisonnable, mais demander des garanties personnelles auprès de partenaires commerciaux peut également aider à sécuriser les transactions de manière efficace. En pratique, la loi permet de demander 40% de la facture à l'avance. Les chèques sont très souvent utilisés comme moyens de paiement mais peuvent également constituer des titres de reconnaissance de dette efficaces dans la mesure où le débiteur défaillant peut être poursuivi. Les lettres de change, bien que moins courantes de nos jours, constituent également un moyen de paiement attractif car elles constituent une source de financement à court terme par actualisation, versement ou transfert



**Intérêts de retard:**  
Conformément à la loi n ° 32-10, les intérêts sont dus sans qu'aucune notification ne soit requise, le jour suivant la date d'échéance mentionnée sur la facture

# Recouvrement des impayés

## Phase amiable

Négocier des possibilités de règlement à l'amiable devrait toujours être considéré comme une alternative aux procédures formelles qui sont longues et coûteuses au Maroc. Dans la pratique, les méthodes de collecte pré-légales individuelles et informelles sont plus efficaces que les procédures formelles ordinaires, en particulier lorsque le processus est géré par des professionnels capables de mener des négociations sur place avec une forte dimension personnelle. Le rappel légal devrait commencer par une lettre de demande enregistrée rappelant l'obligation du débiteur de payer le principal avec les intérêts de retard (comme contractuellement convenu ou en prenant un taux légal comme référence). Il est essentiel d'obtenir un accord de paiement à tempérament ou, au moins, un document de reconnaissance de dette, car ceux-ci permettront alors au créancier d'obtenir une ordonnance d'injonction exécutoire.

## Action judiciaire

### Procédures ordinaires

Le Maroc reste une région très dynamique en constante nécessité d'investissement. La loi marocaine s'inspire principalement de la législation française et les procédures judiciaires sont en constante évolution et modernisation. Si la phase amiable échoue et que la dette est certaine et incontestée (c'est-à-dire lorsque le débiteur a retourné les moyens de paiement impayés par le débiteur), la procédure accélérée permet de demander une injonction de payer au président du tribunal de commerce la saisie-arrêt des biens du débiteur (saisies arrêts, saisies-conservatoires sur les biens du débiteur) auprès du tribunal. Ce processus doit être souple et rapide dans la mesure où les parties n'ont pas besoin d'apparaître. Si le tribunal trouve la demande légitime, le débiteur sera condamné à payer la dette immédiatement.

Si la réclamation est contestée, l'affaire sera examinée par un procès ordinaire. La loi 1-74-447 portant approbation du texte de la loi sur la procédure civile, complétée par la loi 42-10 sur l'organisation des tribunaux et les lois locales établissant les exigences de compétence, définit clairement l'organisation juridique du royaume et les différentes échéances procédurales. En ce qui concerne les dommages-intérêts, les demandeurs peuvent demander une indemnisation pour le montant des dommages qu'ils croient avoir subi et inclure une pénalité pour obliger le débiteur à payer dès que possible.

Il est fortement conseillé de mener des actions en justice avec le soutien d'un avocat qualifié, connu comme fiable et digne de confiance. Euler Hermes est en position de force pour apporter son soutien à son réseau de praticiens spécialisés.

### Documents nécessaires

Factures, relevé de compte, bons de livraison, moyens de paiement impayés, conditions de vente (si disponibles), documents d'expédition et toute autre preuve de la transaction commerciale. Veuillez noter que tous les débats se déroulent en arabe et que, bien que les documents rédigés en français soient recevables, les documents rédigés dans d'autres langues (anglais compris) devront être traduits en arabe.

### Limitations de temps

Les réclamations au Maroc doivent être portées devant les tribunaux dans un délai de cinq ans, à partir du moment où la perte ou le dommage causé par le fait illicite (ou l'omission) a été - ou aurait dû être - découvert.

Les plaintes pénales relatives aux chèques sans provision doivent être faites dans un délai de quatre ans et l'injonction de payer basée sur le chèque ou la lettre de change comme titre de paiement doit être exécutée dans un délai de trois ans.

### Mesures de précaution

Les mesures de précaution aident à protéger les intérêts du créancier contre tout détournement de propriété par le débiteur. Des mesures provisoires sont ordonnées lorsque la preuve de la dette est fournie au tribunal par le créancier. Lorsque le créancier a demandé une injonction de payer (c.-à-d. Lorsque le créancier a en sa possession des moyens de paiement non payés), le juge peut autoriser la saisie-arrêt de comptes bancaires, de comptes débiteurs et de saisie-arrêt entre les mains de tiers. Le tribunal compétent pour ce type d'action est celui où l'entreprise du débiteur est basée. Les ordonnances de saisie-arrêt sont attribuées sans la présence du débiteur et pourraient être prononcées le jour même de la demande.

### Faire appel

Les décisions rendues en première instance peuvent faire l'objet d'un appel par les parties dans les 15 jours de la notification. La procédure doit cependant être admise par la cour d'appel, qui vérifierait l'existence de questions liées à des aspects juridiques ou factuels. L'appel contre les décisions rendues en seconde instance est également possible devant la Cour de cassation dans un délai de 30 jours. Les délais indiqués ci-dessus seraient normalement doublés pour les candidats résidant à l'étranger.

### Exécution des décisions de justice

Un jugement est définitif et exécutoire une fois que toutes les actions de recours ont été épuisées. L'exécution contre le débiteur peut alors commencer. À ce stade, il est recommandé que toute action pour saisir et vendre les biens du débiteur soit maîtrisée personnellement, soit par le créancier, soit par un tiers de confiance (collecteur, avocat). Les ordres de saisie-arrêt sont normalement efficaces mais restent longs en raison du nombre d'étapes procédurales nécessaires.

Combien de temps une action en justice peut-elle prendre?

La plupart des réclamations simples au Maroc peuvent être réglées dans un délai de 12 à 18 mois, mais les affaires les plus complexes nécessiteraient plus de temps avant qu'un jugement définitif et exécutoire ne soit rendu. Cela est dû à des difficultés supplémentaires résultant de la participation d'experts, de témoins, etc.

Les tribunaux nationaux ne font normalement aucune différence entre les procédures judiciaires nationales et internationales, mais les retards peuvent être accrus lorsqu'il est nécessaire d'obtenir des documents, des preuves ou des déclarations de l'étranger.

Combien cela pourrait-il coûter?

Le coût de la procédure est normalement supporté par la partie défaite mais il arrive que le tribunal décide de diviser le montant entre les parties. Les frais de justice sont relativement abordables étant donné qu'ils atteindraient essentiellement 1% du montant de la dette, plus de petits frais fixes supplémentaires en fonction du niveau de juridiction et de la nature de la demande.

### Alternatives à l'action en justice

Modes alternatifs de résolution des conflits (ADR)

La possibilité de recourir à la médiation et à l'arbitrage comme alternative aux procédures judiciaires n'est traditionnellement pas utilisée pour résoudre les litiges entre entreprises. Cela dit, la médiation a commencé à être utilisée pour résoudre les problèmes entre les banques et leurs clients (à condition que la délinquance ne soit pas en jeu) et devient un moyen de plus en plus important de résoudre les litiges tout en évitant des actions judiciaires coûteuses, longues et désorganisées.

Forums étrangers

En plus des clauses d'arbitrage, les grandes entreprises et les multinationales qui font des affaires au Maroc considèrent de plus en plus la possibilité d'appliquer une loi étrangère à leur contrat. Les parties ont en effet le droit de choisir la loi applicable à leur contrat à condition que l'accord soit caractérisé par un lien international (par exemple, une partie a élu domicile dans un autre pays ou le lieu d'exécution est situé à l'étranger), et clause de compétence est spécifiquement rédigée à cette fin.

Dans la pratique, il reste rare de rechercher des décisions étrangères dans des litiges liés à la dette parce que l'exécution des décisions peut alors être plus difficile que l'obtention d'un jugement exécutoire des tribunaux nationaux.

Faire respecter les prix étrangers

Les décisions rendues à l'encontre des débiteurs possédant des biens au Maroc sont généralement appliquées, car les tribunaux nationaux doivent reconnaître les jugements rendus à l'étranger même s'il n'y a pas de convention signée à cet effet avec le pays émetteur. Pour que la décision étrangère soit reconnue comme un jugement interne et exécutée, l'original du jugement étranger doit être fourni au tribunal avec un certificat de non-appel. Dans la pratique, cependant, la recherche d'un jugement devant les tribunaux nationaux reste plus efficace et le fait de confier aux spécialistes de la collecte une bonne connaissance du marché local demeure l'approche la plus sage. Le Maroc est signataire de la Convention de New York sur la reconnaissance et l'exécution



des sentences arbitrales étrangères de 1958, par conséquent, les tribunaux nationaux devraient également reconnaître et faire appliquer les décisions rendues par les procédures d'arbitrage international.

#### Litiges @ Euler Hermes

Si une action en justice est nécessaire, Euler Hermes peut apporter son soutien tout au long du processus juridique, du jugement à la mise en application via notre réseau World Collection Network des bureaux d'Euler Hermes et des fournisseurs externes. Une action en justice peut souvent être compliquée et coûteuse, de sorte que vous serez informé de tous les coûts avant toute action et conseillé sur quel chemin est préférable de prendre.

## Traitement des débiteurs insolvable

Diverses procédures d'insolvabilité sont disponibles au Maroc, mais celles-ci restent souvent lentes et inefficaces. Comme le note un rapport 2013 de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), «l'un des principaux problèmes pratiques au Maroc est le manque de compétences professionnelles et d'expérience des responsables de l'insolvabilité et des juges qui traitent des affaires d'insolvabilité».

La loi sur l'insolvabilité offre néanmoins deux types de mécanismes de prévention qui fonctionnent aussi longtemps que l'entreprise reste solvable. D'une part, l'entreprise doit œuvrer à la «prévention interne» des difficultés financières et a l'obligation de mettre en place un plan de redressement interne visant à poursuivre l'activité. D'autre part, le mécanisme de «prévention externe» habilite le Tribunal de Commerce à déterminer si une procédure de règlement amiable doit être ouverte. Le débiteur est ainsi placé sous la surveillance d'un médiateur externe (conciliateur) pendant trois mois, tandis qu'un compromis est trouvé avec les créanciers, qui n'ont toutefois pas de véritable pouvoir d'influence sur les procédures. Une fois qu'un accord a été conclu avec les principaux créanciers, le tribunal a en réalité un large pouvoir d'imposer un rééchelonnement de la dette aux créanciers non consentants. Il semble qu'il n'y ait pas de norme de confidentialité attachée à cette procédure.

La loi prévoit ensuite des procédures d'insolvabilité traditionnelles qui peuvent être engagées par le débiteur, le créancier ou le tribunal.

### Procédures d'insolvabilité

#### Procédures extrajudiciaires

Le livre V du Code de commerce semble englober des dispositions sur la prévention des difficultés par le biais d'exercices extrajudiciaires. Dans la pratique, les procédures d'insolvabilité sont rarement initiées, et il peut donc être efficace de s'appuyer sur des exercices informels.

#### Restructurer la dette

Les procédures de réhabilitation judiciaire ne sont ouvertes qu'aux débiteurs en cessation de paiement mais dont la situation financière n'est pas irrémédiablement compromise. Le tribunal nomme un juge de l'insolvabilité et un syndic (syndic) mais les administrateurs de la société restent en possession de leurs prérogatives de gestion. Le titulaire de l'insolvabilité est tenu de préparer un rapport sur la situation de la société dans un délai de quatre mois, qui recommande un plan de réhabilitation, la vente de l'entreprise à un tiers ou sa liquidation. La procédure est entièrement régie par les tribunaux et les créanciers ne votent pas directement sur les options disponibles. Il semble qu'il n'y ait pas de moratoire dans cette procédure.

#### Procédure de liquidation

Le jugement ouvrant la procédure de liquidation rend toutes les dettes immédiatement exigibles et payables. Les créanciers ont deux mois (quatre mois s'ils vivent hors du Maroc) pour soumettre leurs demandes. Les actifs de la société débitrice sont ensuite vendus et le produit est distribué entre les créanciers par le titulaire de l'insolvabilité.

#### Règles de priorité

Les règles de priorité s'appliquent lors de la redistribution du produit de la vente des actifs du débiteur.

#### Annulation des transactions suspectes (récupération)

Le titulaire de l'insolvabilité a le droit d'annuler divers types d'opérations conclues par le débiteur pendant la période suspecte (18 mois). Les paiements effectués en faveur de certains fournisseurs peuvent être annulés et les garanties offertes pour sécuriser les transactions peuvent être contestées.

Combien de temps les procédures d'insolvabilité peuvent-elles durer?

Obtenir de la visibilité sur les plans de restructuration peut prendre au moins un an. En termes de liquidation, les procédures les plus simples peuvent être réglées dans quelques mois, mais les affaires plus complexes peuvent durer plusieurs années.

#### Documents nécessaires

Les documents nécessaires pour engager une procédure d'insolvabilité sont les mêmes que ceux requis pour engager une action en justice.

#### Insolvabilité @ Euler Hermes

Euler Hermes travaille en étroite collaboration avec les débiteurs, les créanciers et les avocats pour apporter son soutien lors des processus d'insolvabilité et de restructuration. Avec de nombreuses options disponibles en matière d'insolvabilité, nous pouvons vous conseiller sur l'option la mieux adaptée.

Ce profil de recouvrement est édité par Euler Hermes, une société d'Allianz, à titre d'information seulement. Les informations qui y sont fournies ne sont pas considérées comme fournissant des conseils juridiques ou des conseils d'aucune sorte. Les lecteurs devraient procéder à leur propre évaluation indépendante de ces informations et en aucun cas une action ne devrait être entreprise sur la seule base de ces informations, tandis que des conseils juridiques devraient être recherchés auprès des praticiens du droit en tout temps. Bien que ces informations aient été collectées et rédigées par des experts reconnus dans leur domaine et qu'elles soient correctes et fiables, Euler Hermes ne donne aucune garantie (expresse ou implicite) de quelque nature que ce soit, quant à l'exactitude ou à l'exhaustivité de ces informations, ni accepte-t-il toute responsabilité pour toute perte ou tout dommage découlant de quelque façon que ce soit de l'utilisation ou de la confiance accordée à cette information. Ce matériel ne doit pas être reproduit ou divulgué sans notre consentement. Il n'est pas destiné à être distribué dans une juridiction où cela serait interdit et les Profils de Collection sont sujets à changement sans préavis.

**©Copyright 2017 Euler Hermes. All rights reserved.**

Euler Hermes, une société d'Allianz, leader dans les solutions d'assurance-crédit aidant les entreprises à développer leur activité en toute sécurité au Maroc et à l'étranger, fournit des services de recouvrement de créances commerciales à l'échelle mondiale avec une véritable capacité de bout en bout. Euler Hermes propose des services de recouvrement de créances commerciales domestiques et internationales dans le monde entier. Grâce à notre réseau, nous utilisons notre expérience et notre connaissance des marchés locaux pour assurer un service professionnel à nos clients depuis les actions pré-légales jusqu'aux procédures judiciaires

Visiter Euler Hermes [www.eulerhermes.com/ma](http://www.eulerhermes.com/ma)